



LE CARNAGE ET SON MONDE

La langue est un révélateur. Il arrive que l'on veuille dissimuler la vérité derrière un flot de paroles. Mais la langue ne ment pas. Il arrive que l'on veuille dire la vérité. Mais la langue est plus vraie que celui qui la parle. Contre la vérité de la langue, il n'y a pas de remède... Les philologues et les poètes reconnaissent la nature de la langue. Mais ils ne peuvent empêcher la langue de dire la vérité.

Victor Klemperer

Il a souvent été dit que la première victime des guerres, c'est le sens des mots. Au moment de guerre, toute parole devient propagande, derrière tout mot se cache un appel bien précis et un effet recherché, toute réflexion vise à l'élimination du sens critique de l'homme. Pourtant, comme dit le philosophe allemand qui s'attache dès 1933 à l'étude de la novlangue nazi, la langue ne ment pas : elle exprime une vérité, elle exprime, dans toute sa manipulation, toute sa déformation, toute son instrumentalisation, l'essence réel de la domination.

Aujourd'hui, deux jours après les attentats jihadistes à Bruxelles, on parle de « carnage ». A juste titre, sans doute, mais la qualification se vide de sens quand un autre carnage n'est pas appelé « carnage ». Quand le régime d'Assad a balancé des barils de sarin sur les faubourgs de Ghouta, on n'a pas vu les différents fabricants d'opinion employer le mot « carnage » pour qualifier le massacre industriel de presque deux mille personnes. Quand l'État Islamique décapite des opposants, on parle de « exécutions atroces », ce que ces actes commis par un État au nom de ses valeurs sont effectivement sans le moindre doute, tandis que quand les attaques de drones au Pakistan, au Yémen, en Somalie, en Afghanistan et ailleurs ont tué depuis 2006 plus de six mille personnes, on les qualifie « frappes chirurgicales ». Quand des centaines de personnes périssent dans l'incendie d'une usine de vêtements au Bangladesh, produisant les vêtements de marque en vente partout dans le monde, on parle d'une « tragédie », induisant le public à croire qu'il s'agit

d'un accident et non pas d'une conséquence évidente du mode de production capitaliste, tandis que les bombardements de villes et villages kurde par l'État turque, un allié de l'Union Européenne et membre de l'OTAN, sont des « opérations de maintien d'ordre ». Les mots employés, le sens qui y est attribué, trahit une vision du monde.

Le sang que des jihadistes ont fait couler dans le métro de Bruxelles et dans le hall d'entrée de l'aéroport nous rappelle aussi l'acharnement des jihadistes contre ceux qui se sont soulevés au cri de liberté et de dignité ces dernières années, en Syrie comme ailleurs. Il rappelle les révolutionnaires enlevés, emprisonnés, torturés et massacrés par les jihadistes dans les zones qui sont désormais sous leur contrôle. Il rappelle le régime atroce et sanginaire qu'ils cherchent à imposer à tant de personnes, en Syrie et ailleurs. Il rappelle comment, sur le cadavre d'un soulèvement libérateur, la réaction qui vient est toujours extrême et impitoyable. Il vient confirmer combien difficile il serait dans les temps à venir de parler et de lutter pour la liberté, à distinguer clairement les ennemis de la liberté (tout État, tout autoritaire, tout chef) sans aménager aucun d'entre eux dans la guerre qu'ils se livrent.

Comme désormais tout le monde pourra comprendre, aucune mesure anti-terroriste, aucun bataillon de militaires posté dans les rues des métropoles, aucun réseau de vidéosurveillance, ne pourra empêcher celui qui veut tuer un maximum de personnes, et en plus, y laisser soi-même la vie, d'agir et de massacrer. L'État est incapable de mettre fin à la guerre qui, malgré les apparences d'États « pacifiques », fait partie de son raison d'être, qui est son raison d'être. Arrêter la guerre n'est possible par ceux qui refusent toute guerre. Et refuser toute guerre n'est possible qu'en rejetant toute autorité qui veut, comme c'est dans son essence, s'imposer (c'est-à-dire, faire la guerre). Pour donner un exemple assez concret, on parle aujourd'hui beaucoup des « soutiens » dont bénéficieraient les jihadistes dans les quartiers populaires de Bruxelles. Si ce serait le cas, si des

gens des quartiers savent qui prêche la guerre sainte, si quelqu'un a des informations concernant la préparation d'un carnage dans les rues de la ville où il habite, s'ils savent qui recrute des jeunes sans plus aucune référence et en proie à l'idéologie réactionnaire du jihadisme, est-ce qu'il devrait aller en parler à la police pour que l'État s'en occupe ? Cet même État qui laisse noyer des milliers de réfugiés, qui participe à des bombardements dans différentes zones de la planète, qui enferme et torture pour faire régner son ordre, qui manœuvre, à l'instar des dictatures comme celle d'Assad, ces mêmes mouvements jihadistes (on se rappelle que le type qui a arrangé les voyages, les passeports, les contacts de dizaines de jeunes partis en Syrie était... un infiltré de la Police Fédérale) ? Non. Ils devraient agir par eux-mêmes. Ils savent probablement mieux que quiconque où et comment frapper. Si l'État ne nous avait pas rendu moutons, dépendants et impuissants à un tel point qu'on ne sait à peine encore se défendre, on serait sans doute plus nombreux à mettre fin aux agissements d'un courant jihadiste dans les quartiers où on vit.

Mais ce raisonnement vaut aussi pour tous les autres prêcheurs de guerre et défenseurs du cannibalisme capitaliste. *C'est sur le cadavre du combat pour la liberté* qui fleurit la continuation de la domination. Comment vivre paisible à deux rues d'un chercheur qui développe des nouvelles armes ? Comment tolérer sans rien faire un homme d'État qui met en œuvre la politique des « push backs », un autre de ces expressions pour ne pas dire « noyade massif et délibéré » ? Comment ne pas casser la figure de celui qui parle de « liberté » quand il veut dire exploitation de milliards de personnes ? Avec chaque pas qu'on a mis en arrière – tous, sans exception – la réaction dévore à chaque fois plus d'espace où lutter pour l'émancipation humaine, la liberté des hommes et la fin de l'exploitation.

On nous dira qu'il faut « parler de religion » aujourd'hui. D'accord, mais pas seulement parce les auteurs des carnages à Bruxelles sont mus par des croyances religieuses. On en parlera, parce que c'est le jihadisme (l'autorité religieuse) qui, ensemble avec le régime d'Assad (l'autorité laïque), qui a massacré la révolution en Syrie. On en parlera, mais pas seulement dans sa version islamique, mais aussi dans sa version scientifique et étatique. Les massacres commis au nom d'Allah sont répugnants comme le sont les massacres commis au nom de la Science, du Progrès et de l'Argent. On critiquera les religions, toutes les religions, parce qu'elles veulent imposer une autorité aux individus, parce qu'elles sont la négation de la liberté. La vision apocalyptique des partisans de l'État islamique n'est pas sans rappeler que cela fait longtemps que des États se sont munis des instruments de l'apocalypse (bombes atomiques, centrales nucléaires) afin d'assurer leur règne.

La situation d'aujourd'hui n'est pas sans précédent dans l'histoire, en tout cas, en ce qui concerne l'espace pour agir de révolutionnaires et d'anarchistes. Si les premiers jours de la Première Guerre Mondiale avait fait fondre les espoirs internationalistes, l'écrasement de la révolu-

tion sociale en Espagne en 1936 inaugurerait les années noires à venir qui allaient décimer et déchirer les révolutionnaires. Et la « fin des hostilités » déclarée par des protagonistes de la lutte armée en Italie dans les années 80, a achevé, en concordance avec l'État, les espaces de subversion ouvert par tant d'années de lutte et de combat. Et quoi dire de l'action des révolutionnaires lors d'innombrables guerres qui ont déchirés des pays au monde entier ? Les espaces pour la subversion anti-autoritaire se réduisent aujourd'hui sensiblement, on approche maintenant, dans certaines contrées, leur disparition pure et simple. Cette tendance est double : elle rend particulièrement compliqué l'agir subversif par l'occupation répressive de l'espace par l'État et elle semble rendre incompréhensible aux yeux des autres cet agir. Le dégoût totale pourrait alors nous amener à se réfugier dans quelque forêt obscure, en espérant de pouvoir rester *en dehors* et que le rouge du sang ne vient pas maculer les feuilles verdâtres. Si un tel forêt existe, c'est de là aussi que pourrait repartir les assauts contre ce monde d'autorité. Prendre conscience de notre quasi-disparition du tableau ne doit pas forcément vouloir dire abandonner. Elle peut constituer un point de départ pour multiplier, à nouveau, les points de ralliements des déserteurs de la guerre des puissants. Inverser la tendance sera très difficile, n'empêche qu'on peut au moins *essayer* de se donner les moyens et les capacités pour se défendre et attaquer en tant que révolutionnaires et anarchistes, et de trouver à nouveau des façons pour briser la propagande des États (démocratiques, islamiques ou autres) qui aveugle les esprits et les sensibilités. Une telle tentative de renouveau de l'anarchisme combatif nécessitera une bonne dose de courage et d'audace, une éthique non-négociable, une lucidité théorique quant aux conditions de l'affrontement révolutionnaire. Et elle ne saurait se cantonner aux frontières des États, tout comme elle se doit de refuser n'importe quelle tranchée déjà creusée, aujourd'hui invariablement toutes infâmes.

Affûter la critique de l'État, de tous les États (démocraties comme califats), de toutes les autorités, est ce qui est à faire. Et cela, dans des conditions toujours plus défavorables, tellement la perspective d'une révolution sociale, est poussé dans la marge. Mais il est aussi grand temps d'ouvrir des débats profonds sur cette perspective révolutionnaire, et les révolutionnaires qui sont supposés la défendre. Aux anarchistes notamment d'analyser les nouvelles conditions de la lutte anti-autoritaire, de prendre acte du fait que l'État ne manquera pas de tenter d'éliminer toute voix qui dérange et tout acte qui s'oppose à lui, de s'interroger sur les méthodes d'intervention et les projets de lutte qu'on a développé ces dernières années, de réfléchir sur comment se placer dans une perspective qui se projette dans les années à venir. Refuser les camps des autoritaires ne peut qu'être le premier pas.

Des anarchistes
24 mars 2016